

MALLETTE PEDAGOGIQUE

A DESTINATION DES PUBLICS DE 14-18 ANS DANS ET HORS CADRE SCOLAIRE

Eléments disponibles sur le site internet de La Cimade et sur Cimadocs

en version MSWord ou OpenOffice

pour personnalisation/usage selon vos besoins et impression facile



**Cartes Profil**

*A compléter, découper… et puis à sélectionner et distribuer avant chaque animation*

Note d’animation 1 : Prévoir autant de cartes Profil que de participants. Attention : parmi les cartes Profil, il faut toujours plus de personnages « exclus » que de personnages « favorisés ».

Note d’animation 2 : Il peut être intéressant d’attribuer chaque personnage à deux joueurs différents pour donner à voir que chaque interprétation est singulière.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| VOUS ETES un médecin roumain et vous venez en France pour tenter d’exercer votre métier | VOUS ETES un médecin en centre-ville | VOUS ETES un footballeur africain évoluant au Stade rennais |
| VOUS ETES le fils de l’ambassadeur de Hongrie résidant en France | VOUS ETES la fille d'un fonctionnaire de l’ambassade des Etats-Unis à Paris | VOUS ETES une mannequin africaine qui vit à Londres |
| VOUS ETES un jeune Rom roumain qui n'a jamais était scolarisé dans le primaire et dont les parents font les marchés | VOUS ETES un garçon de 17 ans vivant dans un quartier défavorisé de la ville | VOUS ETES un jeune SDF de 17 ans accro à la drogue dure |
| VOUS ETES une personne résidant en hébergement d'urgence | VOUS ETES une personne albanaise séropositive | VOUS ETES un réfugié afghan de 24 ans en France |
| VOUS ETES un mineur géorgien sans ses parents | VOUS ETES un jeune chinois de 16 ans dont les parents sont sans papiers | VOUS AVEZ 16 ans et vos parents sont morts suite à une guerre civile dans votre pays d’origine. Vous arrivez en France pour votre sécurité. |
| VOUS ETES un parent étranger sans titre de séjour recevant l'allocation d'aide sociale à l'enfance (250 euros) | VOUS ETES un parent étranger à qui l'on a refusé le renouvellement de son titre de séjour | VOUS ETES la fille du directeur d'une agence bancaire. Vous étudiez les maths à l’Université. |
| VOUS ETES une jeune française banquière en surpoids important | VOUS ETES le fils de parents immigrés chinois qui gèrent une affaire prospère de restauration rapide | VOUS ETES une étudiante chinoise dont les parents sont en situation irrégulière |
| VOUS ETES un étudiant burkinabè finissant sa thèse en économie | VOUS ETES un étudiant français en licence travaillant dans un fast food | VOUS ETES le fils de 18 ans de deux instituteurs |
| VOUS ETES une mère célibataire de 3 enfants qui travaille | VOUS ETES une mère célibataire française sans emploi | VOUS ETES une caissière de supermarché de nationalité camerounaise |
| VOUS ETES une femme de ménage italienne célibataire avec 2 enfants vivant à Paris | VOUS ETES un père de famille franco-espagnol salarié d'une entreprise informatique | VOUS ETES un Malien en situation irrégulière en France |
| VOUS ETES un Kosovar en cours de demande de titre de séjour qui ne maitrise pas bien le français | VOUS ETES un Algérien sans titre de séjour gravement malade | VOUS ETES un Russe en France depuis 10 ans avec une carte de résident (10 ans) |
| VOUS ETES un migrant sans papier de République Démocratique du Congo travaillant sur un chantier d'autoroute | VOUS ETES un ingénieur allemand en France | VOUS ETES un Arménien en situation régulière en CDD désirant faire venir sa famille en France |
| VOUS ETES une prostituée nigériane en France | VOUS ETES le fils d'un fermier burkinabé arrivé en France avec un visa court séjour | VOUS ETES une Afghane arrivée en France depuis 1 mois |
| VOUS ETES un Tunisien marié à une Française demandant un titre de séjour | VOUS ETES une femme étrangère qui a fui son conjoint français violent | VOUS ETES un demandeur d'asile en cours de procédure touchant une aide de 11€ par jour |
| VOUS ETES un homosexuel iranien arrivé en France depuis 1 an en cours de procédure d'asile | VOUS ETES un jeune réfugié syrien ayant eu un diplôme d'ingénieur en Syrie | VOUS ETES un Ukrainien à qui l'on a refusé sa demande d'asile |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| VOUS ETES une personne étrangère ayant une obligation de quitter le territoire | VOUS ETES une jeune fille handicapée de 18 ans | VOUS ETES une jeune femme enceinte de 16 ans |
| VOUS ETES un chômeur de 40 ans qui n’a pas travaillé depuis 3 ans | VOUS ETES une française touchant le RSA (420 euros) | VOUS ETES un ancien détenu français libéré depuis 1 semaine |
| VOUS ETES une ouvrière française à la retraite | VOUS ETES un retraité français vivant avec l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) (800 euros) | VOUS ETES une retraitée française de l'éducation nationale |
| VOUS ETES un cadre français dans une grande entreprise | VOUS ETES un chef d'une entreprise français de 50 salariés | VOUS ETES un magasinier français payé au SMIC dont la femme est salariée au SMIC également |
| VOUS ETES une secrétaire française en CDD | VOUS ETES une exploitante agricole indépendante d’une cinquantaine d’années | VOUS ETES une jeune fille musulmane, au lycée public |
| VOUS ETES une enseignante de Français dans un collège public | VOUS ETES une lesbienne de 25 ans | VOUS ETES une jeune militante luttant pour le droit des étrangers |
| VOUS ETES | VOUS ETES | VOUS ETES |

# 

**Suggestions de mots à dessiner**

*A compléter, adapter, découper… et puis choisir avant chaque animation*

Note d’animation : Les règles du jeu et le choix des mots à dessiner doivent être fonction du contexte culturel et national du groupe. Les mots de la liste ci-dessous ne sont que des suggestions ; à vous de les adapter à vos besoins spécifiques.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Racisme | Différence | Éducation |
| Discrimination | Antisémitisme | Réfugié.e |
| Chrétien.ne | Européen.ne  sans drapeaux ni symboles monétaires | Français.e  sans drapeaux ni symboles monétaires |
| Paysan.ne | Pauvreté | Musulman.e |
| Homosexuel.le | Égalité | Séropositif(ve) |
| Rom (Tsigane ou Voyageur) | Japonais.e  sans drapeaux ni symboles monétaires | Russe  sans drapeaux ni symboles monétaires |
| Malien.ne  sans drapeaux ni symboles monétaires | Ami.e | Médias |
| Touriste | Étranger.e | Solidarité |
| Aveugle | Arabe | Chinois.e  sans drapeaux ni symboles monétaires |
| Riche | Pauvre |  |
|  |  |  |
|  |  |  |



**Mini panneaux droits humains**

*A découper et à afficher*

|  |
| --- |
| Droits des femmes |
| Laïcité |
| Droit à la scolarité |
| Droit des personnes homosexuelles |
| Droit des enfants |
| Abolition de la peine de mort |

|  |
| --- |
| Abolition de l’apartheid |
| Droit au logement |
| Droit d'asile |
| Droit à la santé |

**Fiches personnelles**

*A découper et distribuer aux participant·e·s (1 fiche par personne)*

Hello,

Je m’appelle Harvey Milk. Je suis né en 1930 aux Etats-Unis. Je suis le premier homme politique américain ouvertement homosexuel à être élu dans une grande ville des Etats-Unis, San Francisco. J’ai subi beaucoup de discriminations, surtout en tant que soldat dans la Marine. J’ai milité toute ma vie pour les droits des homosexuels aux Etats-Unis. J’ai été assassiné le 27 novembre 1978. Mon meurtrier a été condamné à sept ans et huit mois de prison pour homicide involontaire. L’annonce du verdict créa des émeutes réprimées par la police. Depuis, je suis devenu une figure de la lutte contre les discriminations envers les personnes homosexuelles.

Mais le combat pour les droits des personnes homosexuelles n'est pas fini. En France, la législation a mis longtemps à reconnaître ces droits. En 2013 a été votée la loi sur le mariage pour tous, donnant accès aux couples homosexuels à ce droit fondamental inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (article 16).

Bonjour,

Je m’appelle Christiane Taubira. Je suis née en 1952 en Guyane. Je suis une femme politique française. J’ai d’abord été une militante indépendantiste puis députée en Guyane. En tant que ministre de la Justice, de 2012 à 2016, j’ai défendu au Parlement le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, qui est voté à l’Assemblée nationale en 2013. J’ai dû faire face à de nombreuses insultes racistes et sexistes pendant mon mandat.

En France, la loi pour le mariage pour tous de 2013 arrive tard par rapport à d'autres pays. Le premier pays à ouvrir le mariage aux couples de même sexe sont les Pays-Bas en 2001. Des pays comme le Canada, l’Afrique du Sud, l’Islande, l’Argentine ou la Nouvelle-Zélande ont ouvert le droit au mariage pour tous avant la France. Pourtant, le droit de se marier constitue un droit fondamental inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (article 16).

A l’heure actuelle, 64 États dans le monde répriment encore l’homosexualité. La loi y prévoit des sanctions ou les juges y prononcent des peines à l’encontre des personnes gays, lesbiennes, bisexuels, trans et intersexes. Dans douze pays, les relations homosexuelles sont passibles de la peine de mort.

God dag,

Je m'appelle Fridtjof Nansen. Je suis né en 1861 en Norvège. J'ai été un grand scientifique en zoologie, un explorateur des contrées du Groenland (que je fus le premier à traverser) et un sportif émérite. Mais je suis surtout connu pour avoir créé le premier passeport international pour les réfugié·e·s de la Première Guerre mondiale en tant que premier administrateur du Haut-Commissariat pour les Réfugiés en 1921. Cela a bénéficié à des centaines de milliers de réfugié·e·s de la guerre et a mis en place les principaux concepts qui régissent encore aujourd'hui le droit d’asile. J’ai reçu le Prix Nobel de la Paix en 1922. Je suis mort en 1930.

Les êtres humains ont toujours bougé. Mais les règles, droits et obligations se rattachant aux réfugié·e·s ne sont apparus qu’à la fin de la Première Guerre mondiale, lorsque des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées hors de leur pays, ou même sans pays. Demander l'asile, c'est chercher refuge, c'est demander à être protégé·e contre un danger.

Bonjour,

Je suis La Cimade. Je suis une association non gouvernementale française à but non-lucratif créée en 1939. Pendant la Seconde Guerre mondiale, je me suis engagée auprès des personnes enfermées dans les centres d'internement. Puis, je me suis spécialisée dans l’accueil des réfugié·e·s, notamment latino-américain·e·s, et des immigré·e·s. Depuis les années 1980, j'accompagne les personnes étrangères dans leurs démarches pour obtenir des papiers et les personnes enfermées en centre de rétention administrative (CRA), lieux de privation des libertés. J'organise des actions de sensibilisation pour mieux faire comprendre les migrations et réfléchir ensemble à la construction d'un monde plus juste.

En France, de nombreuses associations travaillent à favoriser l'accueil et l'intégration des personnes étrangères. Quant au droit d'asile, c’est un droit fondamental garanti par la Convention de Genève et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (article 14). Devant la persécution, toute personne a le droit de quitter son pays et de demander la protection d'un autre pays.

Bonjour,

Je m'appelle Malala Yousafzai. J’ai commencé mon combat pour l'éducation à 11 ans, alors que je vivais sous la menace des talibans dans la vallée de Swat, au Pakistan. Malgré leurs attaques, dont celle qui m’a presque coûté la vie, j’ai continué à défendre le droit des filles à apprendre. En 2013, j’ai reçu le prix Sakharov (la plus haute distinction accordée par l'Union européenne aux actions en faveur des droits humains), puis le prix Nobel de la paix en 2014, devenant la plus jeune lauréate de l’Histoire. J’ai cofondé le Fonds Malala qui agit pour que chaque fille puisse accéder à l’éducation. Mon engagement m’a menée jusqu’à Oxford où j’ai étudié et dont je suis désormais membre honoraire.

Actuellement, selon les données de l’UNESCO, en 2022 près de 250 millions d’enfants et de jeunes entre 6 et 18 ans, sont encore privé·e·s d’éducation à travers le monde, que ce soit à cause de facteurs sociaux, économiques, culturels, ou même de l’insécurité. Même si le taux de scolarisation des filles a beaucoup augmenté, plus de la moitié des enfants qui ne vont pas à l’école sont des filles. Cela représente une fille sur quatre dans les pays en développement. L’Afghanistan est le seul pays au monde où l’éducation des filles est interdite après l’école primaire.

|  |
| --- |
| Bonjour,  Je suis #École pour tous, un collectif composé de jeunes et d’enfants en situation de précarité : des jeunes qui vivent en bidonvilles, en squats, en hôtels sociaux ou à la rue, des jeunes des communautés du voyage, des mineur·e·s isolé·e·s … #Ecole pour tous représente celles et ceux qui, en France, n’ont pas accès à l’école, alors que c’est leur droit. Le collectif demande entre autres que la loi sur l’inscription obligatoire soit appliquée partout en France. Il demande aussi l’instauration de la trêve scolaire (pas d’expulsion de l’habitation pendant la période scolaire) et la présomption de minorité (pas de refus de scolarisation d’un·e jeune qui se dit mineur·e).  Depuis la loi Jules Ferry du 28 mars 1882, l'instruction est obligatoire. Cela s’applique aujourd’hui à tou·te·s les enfants de 3 à 16 ans résidant en France quelle que soit leur nationalité. Et depuis 2020, l’État est tenu d’offrir des solutions de formation à tou·te·s les jeunes jusqu'à leurs 18 ans. Alors, que dans un pays riche comme la France, autour de 100 000 jeunes et enfants sont exclu·e·s de l’école, ce n’est pas un peu bizarre ? |

Saluton (en esperanto),

Je suis l'Unicef (Fond des Nations-Unies pour l'Enfance), créé en 1946. En tant qu'organisme des Nations-Unies, je suis mandaté pour intervenir dans le monde entier auprès des gouvernements et des partenaires locaux pour un monde plus juste pour les enfants et pour défendre leurs droits. Je pense que l'humanité ne peut progresser qu'en veillant au développement des enfants et en leur prodiguant les soins nécessaires. Entre autres actions, je défends l'éducation des filles, la vaccination et l'accès à une alimentation saine, la protection de toutes et tous ou encore la lutte contre le Sida. Pour ce faire, j’essaie de faire appliquer la Convention internationale des droits de l'enfant.

Entrée en vigueur en 1990, la Convention Internationale des droits de l'enfant reconnaît les mineur·e·s comme des êtres humains à part entière, porteurs de droits sociaux, économiques, civils, culturels et politiques, obligatoires et non négociables. Avec 195 Etats, c'est le traité relatif aux droits humains le plus largement ratifié de l'histoire ! Mais il n'est clairement pas respecté partout...

Dzien dobry,

Je m'appelle Janusz Korczak. Je suis né en 1878 en Pologne. Je suis un médecin, écrivain et pédagogue polonais, considéré comme le précurseur de la mise en pratique des droits positifs des enfants (droit d'expression, de participation, d'association...) officiellement établis par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. J'ai ouvert un orphelinat pour les enfants juifs et juives en 1912 auquel j'ai consacré le reste de ma vie et que j'ai organisé en une société d'enfants fondée sur la confiance, l'autonomie, le respect de la différence et des droits de chacun. En 1940, l'orphelinat est transféré au ghetto de Varsovie et je refuse d'abandonner les enfants en 1942 lorsqu'ils sont emmené·e·s dans un camp d'extermination. J'y trouve la mort.

Le mot « enfant » vient du latin « infans » qui signifie « celui qui ne parle pas ». Ainsi, pendant longtemps, les enfants n’étaient pas reconnu·e·s comme des êtres humains à part entière avec l’ensemble de leurs droits. Aujourd'hui, la Convention protège leurs droits mais beaucoup restent encore victimes de travail forcé, de prostitution ou de violence.

Hello,

Je suis Amnesty International. Je suis une organisation non-gouvernementale créée en 1961 par un avocat britannique, Peter Benenson, qui s’était indigné de l’incarcération de deux étudiants portugais pour avoir porté un simple toast à la liberté. Il a alors lancé l’action « Appeal for Amnisty, 1961 » (Appel à l’amnistie), relayé partout dans le monde. Depuis, je défends le respect des droits humains. Je milite notamment pour la libération des prisonniers et prisonnières d’opinion, le droit à la liberté d’expression ou encore l’abolition de la peine de mort et de la torture. J’ai des sections dans plus de 80 pays et j’ai participé à la libération de dizaines de milliers de personnes.

Dénoncer les exactions des Etats et des gouvernements est important. Des associations comme Amnesty International permettent de faire pression, de créer un réseau international de militant·e·s et de faire évoluer les réflexions sur ces thèmes et donc, de fait, les lois. Ainsi, depuis 2003, existe une Journée mondiale contre la peine de mort. C’est le 10 octobre.

Bonjour,

Je suis Robert Badinter. Je suis né le 30 mars 1928 à Paris. Je suis un avocat, universitaire, essayiste et homme politique français. Président du Conseil constitutionnel de 1986 à 1995, je suis surtout connu pour mon combat contre la peine de mort, dont j’obtiens l'abolition à l’Assemblée nationale en tant que ministre de la Justice. Je suis également militant en faveur de la réinsertion des détenus, pour la suppression de la disposition légale pénalisant les relations homosexuelles avec un mineur pour des âges où les relations hétérosexuelles étaient légales, et aussi pour ma participation à la rédaction d'évolutions du Code pénal.

Aujourd’hui, la majorité des pays dans le monde ont aboli la peine de mort, en droit ou en pratique. Mais si le nombre de pays la pratiquant ne cesse de baisser (**15 pays** en 2024 dont la Chine, l’Iran et les USA), le nombre des exécutions elles ne baissent pas. Bien au contraire, il ne cesse d’augmenter depuis 2020. Certains pays condamnent à mort des mineur·e·s ou des personnes homosexuelles ou handicapées. Parfois, les condamné·e·s passent des années en prison, sans connaître la date de leur exécution et sans la possibilité de voir leur famille.

Bonjour,

Je m’appelle Olympe de Gouges. Je suis née en 1748. J’étais une femme de lettres et femme politique, engagée dans la Révolution Française. Je suis également considérée comme une pionnière du féminisme français. En effet, considérant que les femmes n’étaient pas prises en compte dans La Déclaration des droits de l’homme et du citoyen, j’ai écrit une déclaration alternative, la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791, où je prône l’émancipation féminine. Je considère que les femmes détiennent des droits naturels identiques à ceux des hommes et doivent pouvoir participer en tant que citoyenne à la vie politique et au suffrage universel. Je suis également pour l’abolition de l’esclavage. Je suis guillotinée en 1793.

La cause des femmes est débattue depuis très longtemps. Le premier combat des femmes a été l’accès aux droits civils et politiques. La deuxième phase du féminisme dans les années 1960 a cherché à défendre les droits à la contraception et à l’avortement ou encore à lutter contre la domination masculine. A partir des années 1990, une troisième vague de féminisme s’est imposée. Elle prône l’acceptation de la pluralité des expériences et la reconnaissance des oppressions qui leur sont propres (ce qu’on nomme notamment l’intersectionnalité).

Bonjour,

Je m’appelle Simone Veil. Je suis née en 1927 en France. Je suis une femme politique française. Je suis rescapée de la Shoah (extermination des personnes juives pendant la Seconde Guerre mondiale). J’ai été nommée ministre de la santé en 1974. Je suis connue pour avoir donné mon nom à la « loi Veil », promulguée le 17 janvier 1975, qui dépénalise le recours par une femme à l’interruption volontaire de grossesse (IVG), plus communément appelé avortement. Les femmes peuvent désormais seules décider ou non de poursuivre une grossesse sans que cela soit un crime. J’ai également été la première femme à présider le Parlement européen et j’ai été élue à l’Académie française en 2008.

Le droit à l’avortement n’est pas un droit universel. En Europe, en 2025, quatre États l’interdisent : la Pologne, Andorre, Malte et le Vatican. Et ce droit acquis de hautes luttes reste fragile : Depuis 2022, 21 États américains ont pris des mesures pour empêcher les femmes d’y avoir recours.

Bonjour,

Je m’appelle Condorcet. Je suis né en 1743. Je suis un mathématicien et philosophe français, ami de Voltaire et d’Alembert. Je viens d’un milieu religieux mais j’ai rejeté mon éducation jésuite. J’ai beaucoup travaillé sur l’école et la laïcité. Selon moi, l’instruction du peuple et la suprématie de la raison mettront un terme au malheur public. Mon rapport sur l’organisation de l’instruction publique a influencé la loi de Jules Ferry de 1882 qui rend l’enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïc. Je suis mort en 1794.

Le but de la loi Ferry a été de distinguer les croyances et les connaissances. Les croyances sont personnelles, libres et variables alors que les connaissances sont communes et indispensables à tous et toutes. L’école est le lieu d’apprentissage des connaissances et doit être donc séparé des croyances. La laïcité est un droit fondamental en France.

|  |
| --- |
| Bonjour,  Je suis l’association Droit Au Logement (DAL). J’ai été créé à Paris en 1990, par des personnes mal ou pas logées et des militant·e·s, suite à une grosse mobilisation en faveur de 48 ménages - essentiellement des familles avec enfants - expulsés de deux immeubles squattés. Après 4 mois de campement et de manifestations, la mobilisation avait débouché sur leur relogement. Depuis une trentaine de comités se sont regroupés en France au sein de la Fédération des comités Droit Au Logement et mènent des actions collectives pour la défense du droit à un logement décent pour tou·te·s, dont des occupations et auto-réquisitions de logements vides. Notre but est d’organiser les familles et personnes concernées et d’exiger l’arrêt des expulsions sans relogement ainsi que l’application de la loi de réquisition sur les immeubles et logements vacants. Avec de nombreuses autres associations nous cherchons aussi à peser dans le débat public pour améliorer la législation sur le droit au logement. |

|  |
| --- |
| Bonjour,  Je suis l’association Habitat & Humanisme. Depuis ma naissance en 1985, j’agis pour le logement et l’insertion des personnes en difficulté. A savoir : en 2025, en France, plus de quatre millions de personnes sont mal logées, dont un million qui n’ont pas de domicile personnel et 100 000 qui vivent dans un abri de fortune (cabane, tente etc.). Je propose des logements adaptés aux différentes formes de précarité : des logements individuels, des pensions de famille, des habitats intergénérationnels et inclusifs, des EHPAD et des centres d’hébergement d’urgence et d’accueil des réfugié·e·s. Pour que le logement permette aux personnes de sortir de leur isolement, je les aide aussi à retrouver confiance en elles et à retisser des liens sociaux. Comme j’ai envie de contribuer à des villes plus ouvertes, pour les logements que je gère, je vise des quartiers avec mixité sociale et au cœur des villes. Je développe aussi des tiers lieux solidaires ouvert à toutes et tous pour recréer du lien à l’échelle d’un quartier. |

Bonjour,

Je suis l’OMS, l’Organisation Mondiale de la Santé, créée en 1948 au sein de l’ONU. J’ai pour but d’amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible. Pour moi, la santé n’est pas juste une absence de maladie ou d’infirmité mais un état de complet bien-être physique, mental et social, qui est étroitement lié à l’accès aux autres droits humains. Ainsi, je veille à ce que les libertés soient respectées, telle celle de gérer son corps et son intégrité, et j’invite à développer dans le monde un système de santé, comme en France avec la sécurité sociale.

Ces droits sont difficiles à mettre en œuvre quand, chaque année, 100 millions de personnes dans le monde passent sous le seuil de pauvreté en raison de leurs dépenses de santé. Or, plus on est pauvre, plus on a tendance à supporter une part élevée des problèmes de santé. L’OMS promeut une couverture sanitaire universelle afin que chacun·e ait droit à la santé, mais la situation est inégalitaire dans le monde.

Hallo,

Je m’appelle Miriam Makeba. Je suis née en 1932 en Afrique du Sud. Bonne d’enfants puis laveuse de taxi, élevant seule ma fille, je deviens presque par hasard chanteuse avec les Cuban Brothers en 1952. Je me sers de mon nouveau métier pour dénoncer le régime d’apartheid présent en Afrique du Sud. En 1959, je suis contrainte à l’exil pendant 31 ans en raison de mon militantisme anti-apartheid. Je ne pourrai revenir en Afrique du Sud qu’à la libération de Nelson Mandela. J’ai été nommée citoyenne d’honneur française en 1990. Je suis décédée en 2008.

L’apartheid était une politique raciste appliquée en Afrique du Sud et qui visait à séparer systématiquement les personnes noires des personnes blanches. En afrikaans (la langue parlée dans le pays), le mot signifie « séparation ». Ainsi, les Noir·e·s étaient « interdits de circulation » sans une sorte de passeport, les mariages mixtes étaient interdits, de même que la fréquentation des mêmes lieux publics.

Hallo,

Je m’appelle Nelson Mandela Madiba. Je suis né en 1918. En tant qu’avocat, j’ai participé à la lutte contre les lois de l’apartheid. Je suis arrêté par la police et condamné à la prison et aux travaux forcés à perpétuité. Dès lors, je deviens un symbole de la lutte pour l’égalité raciale et bénéficie d’un soutien international croissant. Grâce à cette mobilisation, je suis relâché après vingt-sept années d’emprisonnement dans des conditions très dures. Je travaille alors à la réconciliation et la négociation avec le gouvernement de l’apartheid. Pour cela, je reçois le Prix Nobel de la Paix. En 1994, je deviens le premier président noir d’Afrique du Sud. J’ai mené une politique de réconciliation entre Noir·e·s et Blanc·he·s et j’ai lutté contre les inégalités économiques en Afrique du Sud. Je suis décédé en 2013.

L’apartheid était un régime ségrégationniste dénoncé internationalement. La lutte contre l’apartheid a rassemblé des personnes de tous horizons et a influencé l’adoption de lois internationales par l’ONU contre l’apartheid et toutes formes de discriminations raciales.

Bonjour,

Je suis Coexister, association française de jeunesse créée en 2009 à la suite d’une manifestation pacifique pour la paix à Gaza, rassemblant des personnes de confessions juives, chrétiennes et musulmanes. A cette occasion, un appel pour un don du sang pour la paix et non la guerre a été lancé et plus de 300 personnes de différentes confessions y ont répondu. J’ai pour but de promouvoir le vivre-ensemble par l’intermédiaire de la diversité religieuse et confessionnelle. Ma devise est « Diversité de convictions, Unité dans l’action ». Je cherche à mettre en avant le pluralisme au sein de la société, comme un atout pour le vivre ensemble. Suite aux attentats de 2015, je travaille à la promotion de la laïcité et au respect de toutes les identités.

Le concept de laïcité n’est pas seulement l’idée que les gens ne pourraient pas porter de signes religieux dans les lieux publics tels que l’école. Il garantit la liberté de croire ou de ne pas croire, de changer de religion ou de ne plus en avoir et de l’exprimer chez soi ou dans l’espace public dans la limite du respect de l’ordre public. Il affirme également la séparation de l’Eglise et de l’Etat (l’Eglise ne pouvant pas intervenir dans la politique) et l’égalité de tous et de toutes devant la loi.

Bonjour,

Je m’appelle Ambroise Croizat. Je suis né en 1901 en France. Je m’engage en politique dès 17 ans et je fais partie du Parti communiste Français dès sa fondation. Je suis surtout connu pour être l’un des fondateurs de la sécurité sociale créée au sortir de la guerre en 1945 En tant que ministre du Travail et de la Sécurité sociale, j’ai travaillé sur le régime des fonctionnaires, sur les conventions collectives ou encore sur la prévention et la réparation des accidents du travail. Dans mon dernier discours à l’Assemblée nationale en 1950, j’ai dit : « Jamais nous ne tolérerons que soit renié un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir, et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès ».

Le droit à la sécurité sociale est un droit fondamental qui permet à toutes et tous, quels que soient ses revenus, d’avoir accès à des soins de santé acceptables et d’une qualité suffisante. Des décennies après sa création, la sécurité sociale continue de jouer un rôle essentiel dans notre quotidien : elle accompagne les familles, permet à chacun de se soigner, garantit les retraites et un revenu de base, et apporte des aides à des moments clés de la vie.

**Questions des binômes**

*A découper et à donner à chaque binôme en fonction de « son » droit humain*

|  |  |
| --- | --- |
| **Droit des personnes homosexuelles :**  Savez-vous quand l'homosexualité a été retirée de la liste des maladies mentales par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ? | **Droit d'asile :**  De quand date la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ? |
| **Droit à la scolarité :**  Auparavant, les filles et les garçons étaient séparés à l'école. Savez-vous quand la mixité des classes dans l'enseignement public a été rendue obligatoire ? | **Droit au logement :**  Quand a été instauré en France le droit au logement opposable (DALO) qui permet aux personnes sans-abris de faire valoir leur droit au logement juridiquement ? |
| **Abolition de la peine de mort :**  Quelle est l’année où la peine de mort a été abolie en France ? | **Droits des femmes :**  Quand les femmes ont-elles obtenu le droit de vote en France ? |
| **Laïcité :**  Quand le principe de laïcité a-t-il été instauré en France ? | **Droit à la santé :**  Quand a été créé le premier régime général de la sécurité sociale en France ? |
| **Abolition de l’apartheid :**  Quand l’apartheid a-t-il été aboli en Afrique du Sud ? | **Droit des enfants :**  Savez-vous quand la Convention Internationale des Droits de l'Enfant a été signée ? |